

le libertaire sur le web !

<http://www.lelibertaire.org>

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

édition électronique
juillet-août 2008 n°23

éditée par les groupes J-Durand, E-Reclus et F-Ferrer (coordination anarchiste Le Havre)
Contact le libertaire boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex. Courriel lelibertaire@wanadoo.fr

Amis lecteurs

Nous voici parvenus à la veille des vacances. Pour un certain nombre d'entre-vous cela ne sera guère une grande différence : au chômage, au RMI, ou avec des salaires trop bas pour pouvoir envisager autre chose que le morne quotidien des surexploités ou des laisser pour compte de la société libérale, cela ne fera pas de différence dans la routine de vie.

Que les autres classes ouvrières profitent de ces vacances de plus en plus remises en question pour elles : n'a-t-on pas vu récemment les professionnels de la restauration de la région s'inquiéter de la mise en gratuité du pont d'Oléron ? La crainte des "congés payés" venant saucissonner sur les plages salissant tout... Et surtout ne consommant ni restaurant ni nuitée d'hôtel...

Je profite de cet "Amis lecteurs" pour vous entretenir de nos problèmes. Certains nous ont alerté sur les liens qui débouchent sur toute autre chose que ce qui est annoncé : depuis dix ans que le site existe nous n'avons, par manque de temps et de connaissance, pas assuré le suivi nécessaire et l'entretien. Nous espérons cet été faire le nettoyage qui s'impose et, peut-être, rénover l'ensemble.

Nos éditions ont pris du retard. Ou bien nous n'arrivons pas à le rattraper ce retard ! Dans nos projets nous avons certes à réaliser l'historique de la Bourse du travail du Havre de 1898 à 1900. Nous avons aussi déniché un texte intéressant de Voline sur la genèse de la synthèse anarchiste. Nous pensons mettre entre les mains des "amis du Libertaire" ces deux textes d'ici l'automne. Et rendez-vous à la rentrée !

Le libertaire

CGT et CFDT roulées dans la farine

En signant la position commune du 9 avril 2008 sur la représentativité syndicale, la CGT et la CFDT, pensant effectuer une bonne affaire en essayant de faire disparaître du champ syndical leurs concurrents petits et plus grands au profit d'une bipolarisation syndicale, ont tout simplement tendu le bâton pour se faire battre en ouvrant la boîte de Pandore. Thibault et Chèrèque, ces grands stratèges, en cosignant cette position commune avec le Medef et la CGPME, pensaient être à l'abri de toute déconvenue tout couvert qu'ils étaient par leurs partenaires. C'était sans compter le gouvernement qui en profita pour satisfaire ses parlementaires et son électorat le plus à droite en remettant en cause la réforme du temps de travail : juste quelques dizaines d'articles du code du travail à modifier... Et le patronat, ce Janus du dialogue social, depuis, se frotte les mains. Vexés, plutôt sur la forme que sur le fond, nos professionnels du syndicalisme ont tenté de mobiliser les salariés lors du mardi 17 juin. Le mardi précédent, la grève du 10 dans la fonction publique sentait déjà bon le fiasco... Une série de grèves de 24 Heures, sans perspectives, sans lendemain, à la veille des grandes vacances, ne pouvaient qu'inciter les salariés, même mécontents des mesures gouvernementales, à rester chez eux ou au travail.

Nos Périclès du syndicalisme étaient même allés jusqu'à annoncer un million de personnes dans la rue le 17 juin. L'appel de fut pas entendu surtout dans une conjoncture de fin de mois difficiles... C'était prévisible et bon nombre de responsables cégétistes avaient déploré cette stratégie perdante qui décourage et démobilise les travailleurs. Mais l'appareil eut le dernier mot : il fallait désamorcer la grogne sociale au moment de la présentation du projet de loi sur le dialogue social et le temps de travail. En réunissant un tiers de l'effectif annoncé, les leaders de la CGT et la CFDT se sont encore plus fragilisés dans leur possibilité de négociation avec une marge de manœuvre réduite à la portion congrue. D'où des syndicalistes qui ne misent aujourd'hui que sur une bataille des 35 H via le parlement. Parlementaires du PS, trop contents que les dirigeants syndicaux fassent appel à eux, d'autant que les socialistes qui avaient annoncé à grands cris qu'ils seraient aux côtés des salariés le 17 juin, furent plutôt invisibles !

Les salariés, notamment ceux de la fonction publique, n'auront d'autre issue qu'un combat acharné à la rentrée avec le gouvernement, sinon ce sera la mort assurée de la Fonction publique au profit de pans entiers de secteurs privatisés dont l'école et les hôpitaux, même plébiscités pourtant par des sondages récents auprès des Français. Tant qu'aux salariés du privé, c'est la flexibilité à outrance qui les attend... et des conditions de travail et de vie de plus en plus dégradées.

Après le paquet fiscal, cadeau du gouvernement aux riches, alors que les patrons du CAC 40 aug-

mentent leurs salaires et profits de manière scandaleuse et indécente pendant que la société française se précarise et s'appauvrit, ce sont en plus 73 milliards d'euros d'avantages fiscaux qui ont été accordés aux rupins... un record ! Sarkozy casse tous les services publics dont l'école et l'hôpital. Son modèle : les Etats-Unis alors qu'un Américain sur deux n'a pas de couverture sociale. Alors que les enfants des classes favorisées fréquentent l'école privée et qu'on laisse à l'école publique les fils de pauvres afin de mieux reproduire les inégalités sociales... Il faut réagir et unifier nos luttes à la base. La CFDT et la CGT ont signé un accord avec le MEDEF dans le cadre de la représentativité syndicale pour affaiblir les autres syndicats, voire les faire disparaître.

Cadeaux de Sarko aux riches

re... Le gouvernement s'engouffre dans cet accord pour remettre en cause les 35H et roule dans la farine les signataires de cet accord scélérat. Les bureaucraties syndicales (qu'on ne confond pas avec les militants de base) se font acheter pour mieux accompagner les mesures anti-sociales gouvernementales.

Il ne faudra donc compter que sur chacun d'entre nous à la base, pour se prendre en main et inverser la vapeur.

La priorité pour les salariés tout de suite c'est d'obtenir 200 Euros d'augmentation pour tous et toutes par mois pour éviter la misère et les fins de mois difficiles en attendant le nécessaire rattrapage du pouvoir d'achat érodé par des années d'austérité salariale.

Nous demandons à ce que les élus des syndicats dans les entreprises soient à nouveau élus

tous les deux ans et non comme depuis peu tous les quatre ans.

C'est la condition pour contrôler ces élus. La bureaucratisation des syndicats nous fait du tort.

Les salariés en tant que parents se doivent aussi de défendre l'école publique et laïque, la seule école qui accueille tous les enfants sans discrimination aucune. Si l'école publique disparaît, ce sont les fils et filles d'ouvriers et d'employés qui seront les premiers à être pénalisés.

Défendre les 35Heures, c'est embaucher plus de personnes en CDI pour éviter la flexibilité que nous impose le patronat qui aimerait bien faire de nous des esclaves travaillant de plus en plus longtemps pour ne plus payer de retraites...

Rejoins la CNT, un syndicat de combat ! Bats-toi pour toi et la collectivité !

Nationales, régionales ou ethniques, les "identités" sont une arme du pouvoir

Dans les périodes de crises, économiques et/ou sociales, par les temps instables, les individus peuvent se sentir perdus et déboussolés. Certains cherchent alors à se rassurer et se crispent sur des idées reçues séculaires et faisandées mais qu'il est facile de remettre au goût du jour, moyennant un petit vernis moderne. Alors, les religions et sectes se réactivent, alors certains arborent leur "appartenance" à un "groupe ethnique", "national", "régional" ou "racial".

Nous n'échappons pas en France à cette tendance régressive. Pour ne prendre que le dernier exemple, les affirmations identitaires bien franchouillardes (illustrées par la création du "ministère de l'identité nationale") se mêlent à celles, non moins identitaires, des régionalistes qu'ils soient bretons, basques ou occitanistes. Elles font d'ailleurs bon ménage, et le même élu qui, député, vote à Paris pour l'identité nationale, prend soin, en tant que maire, de publier une page en langue régionale dans son bulletin local.

Des mouvements ethnocistes

Reste que, si certains trouvent normal de se revendiquer "Français de France", "Occitan del país" et autres sottises du genre pour définir leur ligne politique, pourquoi donc d'autres ne se définiraient-ils pas politiquement, en suivant le même raisonnement, comme "Tribu noire", "Arabe de ceci" ou autres "Indigènes de cela" ? Il y a là un "créneau" politique. Certains s'y sont jetés : plus ou moins discrètement, des mouvements ethnocistes sillonnent les banlieues pour convaincre des gens

que, s'ils sont opprimés c'est parce qu'ils sont noirs (ou, éventuellement d'une autre couleur) et que leur ennemi, c'est leur voisin blanc (ou d'une autre "race", ou plus classiquement encore, l'individu d'une autre religion).

A partir de ces prémices simplistes, ces mouvements développent un discours structuré. Leur discours, construit en miroir des discours identitaires à l'européenne, peut s'avérer séducteur. On peut d'ailleurs prévoir qu'ils recevront, au nom du relativisme culturel, l'appui de "penseurs de gauche" et même de certains libertaires. Il en est déjà parmi ces derniers qui se vautrent, contre toute logique, dans les régionalismes. Avec la même absence de raisonnement, ils soutiendront bien des mouvements constitués sur bases carrément raciales.

Face à cette dérive prévisible, nous, anarcho-syndicalistes, réaffirmons que les notions de "race" ou "d'ethnie" n'ont pas de réalités biologique et ne sont utilisées que pour masquer les véritables problèmes qui se posent aux individus, pour segmenter la classe des opprimés au profit des puissants.

Si nos objections concernant l'Etat national, et/ou régional ont déjà étaient abordées à maintes reprises dans les pages de ce journal, il faut rappeler que les typologies, qui classent les individus dans une "race" ou une "ethnie" et en tirent des conséquences (les "noirs" sont comme ceci et comme cela,...) sont une incongruité qui n'a aucun fondement scientifique. De fait, quand on étudie le patrimoine génétique d'une population, il est évident qu'il n'a pas du tout cette belle homogénéité que supposent les théories raciales ou ethnocistes. Tout au contraire. Ainsi, un de nos lecteurs pyrénéen peut-être génétiquement beaucoup plus proche d'un de nos lecteurs guatémaltèque que d'un autre pyrénéen. Et s'il a besoin d'une greffe (de rein, de cœur), c'est alors un rein "guatémaltèque" qui conviendra, bien mieux qu'un rein "pyrénéen".

D'ailleurs, les médecins qui font des greffes, tout comme ceux qui font des transfusions sanguines, se moquent pas mal de la supposée origine "ethnique" ou de la couleur de peau du donneur et du receveur (qui en France n'est même pas notée) [1]. Un niveau plus trivial d'observation montre déjà que, dans quelque groupe supposé "ethnique" que ce soit, il existe des différences génétiques notables entre les individus : certains sont plus grands, d'autres plus petits, certains ont de grandes oreilles, d'autres pas, etc. Il serait tout aussi ridicule de classer les gens selon la taille de leurs oreilles (et d'en tirer des conséquences sur leur comportement !) qu'il est ridicule de les classer par couleur de peau ou origine géographique de leurs ancêtres. Sur le plan biologique, scientifique on sait avec certitude que l'espèce humaine est une et qu'elle est indivisible en "races". Culture et histoire : deux mythes reformatés pour les besoins de la cause

Les bases "culturelles", "historiques" que mettent également en avant les mouvements ethnocistes pour se justifier n'ont pas plus de réalité. Car la culture à laquelle ils se réfèrent est avant tout un mythe systématiquement reformatée pour les besoins de la cause et l'histoire est réécrite dans le même but. Ceux qui affirment que, tout compte fait, le colonialisme a été bénéfique aux colonisés participent de la même dynamique du mensonge que ceux qui prétendent que tous les "blancs" sont les successeurs des trafiquants de l'immonde "traite des noirs" et donc en sont responsables. Ceux qui affirment que la délinquance, c'est "que les arabes", décryptent (volontairement le plus souvent) aussi mal la réalité que ceux qui affirment que, si on est dans le ghetto des cités, ce n'est "que" parce qu'on est de "couleur". C'est oublier un peu vite que "noirs" ou "arabes" ne sont jamais relégués dans les cités, s'ils remplissent une seule condition : être riches ! C'est oublier que l'Etat français déroule le tapis rouge avec la même aisance devant les dictateurs "blancs" ou de "couleur", que les enfants des émirs du pétrole n'ont jamais de problème de carte de séjour ! En réalité, si on se retrouve dans les ghettos, c'est parce qu'on n'est qu'un pauvre, qu'un petit ouvrier, un chômeur, un petit employé, c'est parce qu'on fait partie de la classe des exploités ! Le racisme, qui, en France, frappe de façon croissante les personnes de couleur vient "en plus". Il est d'ailleurs entretenu par l'Etat à travers ses structures (police, école,...) avec beaucoup de perversité.

Les inepties racistes et identitaires, quelque soit le bord qui les profère, doivent être dénoncées. Non contentes d'exacerber la haine entre individus, elles font le jeu du pouvoir et masquent les véritables sources des inégalités. Avançant de faux arguments, mais toujours faisant détourner les yeux des monstres que sont le capitalisme et l'Etat, elles font de plus appel à la lâcheté des individus : il est tellement plus aisé de s'attaquer à un groupe, surtout s'il est marginalisé et isolé, qu'au pouvoir, adversaire puissant et bien organisé ! Ainsi les rancœurs contre les frustrations créées par la machine capitaliste et étatique se voient détourner de leurs véritables sources. Les propos identitaires entretiennent la supercherie comme quoi les problèmes éventuels se résoudraient en cognant sur les "petits" et non sur les "grands", cela même si on sait que ce sont les "grands" qui sont à l'origine des problèmes... Misérable logique ! Plutôt que les "racines", développons les neurones !

Pour notre part, les valeurs que nous défendons sont fondamentalement opposées aux aberrations xénophobes et identitaires. En effet, ces doctrines se fondent sur l'appartenance d'un individu à une communauté qui le déterminerait, qui existerait pratiquement immuable ("pure") de tout temps, une communauté dont l'individu ne pourrait jamais

Contacts

Les groupes libertaire Jules-Durand, Elisée Reclus tiennent leurs permanences 30 rue Perquenville (à Saint François) le troisièmes mardis du mois, de 18 à 19 heures.

Il existe des groupes et liaisons dans les localités suivantes : Digne (04), Gingamp (22), St-Nazaire (44), Pau (64), Tarbes (65), Strasbourg (67), Le Havre (76), Bondy (93) Corbeil (94), Cergy-Pontoise (95)

Groupe Le Cynorhodron libertaire (04)/c/o P. F boîte postale 54, 04002 Digne cedex.

Tarbes (65), table de presse, le dimanche matin, sur le marché.

Groupe Libertad (67) écrire (sans autre précision) à Chiquenaudes et croquignoles 9, rue des Cigognes 67800 Bischheim cedex.

Avignon (84) librairie Infokiosk place Damette.

Val d'Oise (95) collectif libertaire publie l'Insurgé boîte postale 70118 Sant-Ouen l'Aumône cedex

sortir et qui conditionnerait profondément tout son être, sans possibilité de transformation. Une communauté enfin à laquelle il faudrait se référer pour se "ressourcer", "comprendre d'où on vient et qui on est". Bref c'est le discours, ressassé par tous les identitaires, sur les "racines".

Pour nous, anarchosindicalistes, plutôt que de chercher à développer d'hypothétiques raci-

nes, ce qu'il faut développer, ce sont les neurones ! Ça fait toute la différence. Car, quand ils font "marcher" leur neurones, loin

d'être immuables, loin d'être des entités figées, définitivement prédéterminées, les individus, recèlent au contraire un énorme potentiel de création et de transformation. Nous avons la conviction que l'homme peut se changer, qu'il peut changer le monde. C'est ce

potentiel que l'anarchosindicalisme, aujourd'hui dans la lutte et demain dans une société libre, entend libérer et développer.

Pierre

[1] La couleur de peau, les groupes sanguins, le système HLA, ne sont que quelques expressions du patrimoine génétique, parmi des milliers d'autres.

(Texte repris du site de la cnt-ait toulouse)

BAD NEWS FROM THE STARS

Le Tsunami qui a déferlé sur l'industrie pharmaceutique mondiale à Wall Street le 21 décembre dernier a stupéfait non seulement les industriels de la branche, mais encore les actionnaires, les médias, enfin et surtout les usagers.

Pfizer, la firme pharmaceutique la plus importante au monde a annoncé que l'un de ses produits phares, le Cerebrix (de la famille des anti-inflammatoires) pourrait accroître de façon notable les risques cardiovasculaires : le cours Pfizer a immédiatement chuté. Dans le même temps le deuxième plus grand laboratoire mondial Merck annonce pour des raisons similaires le retrait de son non moins célèbre anti inflammatoire le Vioxx (28 000 infarctus du myocarde ou décès par crise cardiaque entre 1999 et 2003).

Astra Zeneca rend publique ses dernières études sur un de ses médicaments innovants dans la lutte contre le cancer : constat d'échec, l'Tressa n'a aucune utilité thérapeutique avérée. Enfin le laboratoire Eli Lilly très présent sur le terrain de la psychiatrie et de la neuro- psychiatrie fait part de l'incompatibilité hépatique chez certains patients atteints de troubles de l'attention et de l'hyperactivité, ce médicament se nomme le Strattera (l'action du groupe pharmaceutique chute de 6%).

M'intéressant depuis quelque temps à l'industrie pharmaceutique européenne et américaine, j'avoue que j'ai été soufflée par ce coup d'éclat ou coup d'Etat de Wall Steet.

Pourtant l'ami américain Aleber, que je salue au passage, m'avait prévenue : l'ultra libéralisme a ses limites et ne peut supporter indéfiniment les procès, les scandales boursiers, les excès en matière d'endettement, de crédits à la consommation, de déficits... d'autant que la population américaine semble assez affûtée sur ces sujets et que les lobbies très nombreux envahissent le petit écran invitant le patient à demander au prescripteur le produit vanté par les médias sans discernement aucun. La déontologie n'a pas toujours sa place sur le marché et c'est en cela que l'intérêt que je porte à ces trusts grandit d'année en année. Cette étude est tour à tour fascinante et déroutante...

Fascinante parce que la recherche thérapeutique est porteuse d'espoirs, d'avancées vertigineuses, de doutes et de désillusions.

Déroutante parce que les grandes industries pharmaceutiques engrangent des profits gigantesques, ont une place de choix sur les marchés économiques, investissent davantage dans le marketing (35% du budget en moyenne) que dans la recherche et le développement.

Comment sauver la recherche de la spéculation ?

Dans d'autres articles édités dans le Libertaire (" Labos-collabos ", " Elles pètent la Santé " ...) j'évoquais l'importance politique du médicament dans une société donnée : l'Amérique du Nord et l'Europe n'ont pas les mêmes besoins en matière de soins que les pays dits " émergents ". J'aime bien enfoncer des portes ouvertes.

Le patron de Sanofy-Synthelabo-Aventis Jean François Dehecq (fusion janvier 2004, actionnaires Total Fina Elf 24,45% des titre + l'Oréal19,5% en 2001) le dit bien haut et fort : la croissance doit être " forte, durable, rentable".

J'ajouterai s'il le permet (!) : en adéquation avec la demande des patients d'un pays donné à un moment donné car je crains fort qu'il se foute du sida en Afrique ou des pandémies qui affectent régulièrement les pays pauvres : tout ceci n'est pas un marché très porteur, en tout cas pour l'instant, on verra dans quelques années si la tendance s'inverse mais j'en doute fort car il avait confié il y a deux, trois ans à la presse " nous, industriels, faisons l'essentiel de notre chiffre d'affaire avec

28% de la population mondiale, la fraction la plus riche... ".

Les grands axes de recherche du groupe sont classés en à peu près sept pôles distincts qui donnent un aperçu des maux dont souffre une société industrialisée comme la nôtre à l'aube du 21 ème siècle.

-Tout d'abord l'oncologie, le cancer est une des maladies les plus répandues dans nos sociétés notamment le cancer du colon.

-Puis les maladies cardio-vasculaires.

-Sachant que la population européenne devra faire face à un nombre de centenaires considérable ces prochaines années, autant les faire vivre dans les meilleures conditions possibles, donc rebond de la recherche sur la dégénérescence neuro-biologique et sur le système nerveux central.

-Les maladies du métabolisme, par exemple le diabète.

-Les antibiotiques, bref toutes la viro-infectiologie bactérienne.

- Le vaccin et les attaques des grandes endémies (ex : la grippe aviaire) .

-Enfin l'attention de ce laboratoire sera portée sur un médicament phare dans ces prochaines années...Un médicament contre...l'obésité. Une parenthèse : l'agro alimentaire et la pharmacie sont de très proches cousins .Donc acte.

Il parle comme un industriel et non pas comme un humanitaire, ne jamais l'oublier ! C'est pour cela qu'il ne faut pas porter le flanc aux journées contre les maladies orphelines, les myopathies, la recherche contre le sida et la fausse commisération dont il pourrait faire preuve, lui ou un autre de ses congénères...Lui il parle de volumes ou de portefeuilles de produits pharmaceutiques, nous autres nous parlons de soins à apporter pour enrayer la maladie, la mort. Tiens, il paraît qu'il existe un vaccin contre le sida, demandez aux militants d'Act Up ce qu'ils en pensent.

Si jamais il parle des pays de l'hémisphère Sud c'est aussitôt pour évoquer les éventuelles O.P.A des Etats Unis ! Ce qu'il défend et qu'il veut sauver c'est

l'industrie européenne : pour lui s'associer avec les Etats Unis ce serait cumuler les difficultés non seulement en termes de recherche et développement mais aussi de mise sur le marché des fameux " blockbusters " produits réalisant plus de 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires par an !

Jean François Dehecq ne peut pas travailler en trans-étatique d'autant qu'il a gagné la bataille de la fusion Aventis Sanofy tant convoitée par les autres labos européens.

Au fait, comment se porte Bayer le géant pharmaceutique allemand ? Après avoir essuyé la tempête médiatique due aux décès d'un de ses produits vedettes le Lipobay, il diversifie ses activités (chimie, agro alimentaire, pharmacie en 2001), puis change de cap, supprime des filiales dans toute l'Europe et pas bien loin de chez nous à Lillebonne (Seine Maritime 76) où il avait une succursale.

Son objectif aujourd'hui c'est de supprimer sa branche pharmaceutique ... un gros morceau !

J'arrête à regret l'inventaire des pertes et profits des grandes entreprises pharmaceutiques, le sujet étant forcément inépuisable.

Un petit scoop quand même : devant l'ampleur du scandale de Wall Street chaque labo veut lisser son image, moraliser son exercice et travailler avec transparence ! Vœu pieux ou réalité du marché ? Rendez vous au prochain article !

Sophie

page3

Un débat public sur les pratiques de luttes se déroulera le mercredi 16 juillet entre 14h30 et 18h30 en Charente Maritime, à Marans (à 30 km de La Rochelle), dans le cadre de la semaine 2008 de l'Emancipation (entre 11 et 19 juillet).

Initiatives ? démocratie dans les luttes ? coordinations ? indé-
pendance / bureaucraties ... ?

Le mercredi matin 16 juillet aura lieu un débat sur et avec des
mouvements d'étudiantEs, des mouvements de lycéenNEs : indi-
vidus, collectifs, organisations, coordinations, ... mais aussi avec
des personnels ayant soutenu les mobilisations de jeunes.

Le mercredi 16 juillet 20h30 - ... est organisé un débat sur (con-
tre) les OGM et pour l'agriculture paysanne, animé notamment
par Yves Manguy (du Comité de Vigilance contre les OGM de
Charente Maritime, syndiqué à la confédération paysanne, ...).

Pour ces débats publics entre 11 et 19 juillet à Marans, à 30 km
de la Rochelle, nous disposons d'une salle de 250 à 300 places
(plus en outre 4 salles de classes + occasionnellement une salle
de 400 places), ce qui nous permettra d'organiser des débats
publics assez commodément, d'accueillir des tables de presse
(merci de prévenir), ... Leur calendrier (à peu près définitif) :

PALESTINE , le samedi 12 juillet 20h30-... ,

LAÏCITÉ : le 13 juillet y sera consacré,
dont en principe un débat sur créationnisme-obscurantisme-...

lundi 14 juillet /
DROITS DES FEMMES (matin et am)
POLITIQUE D'IMMIGRATION, ASILE, RESF, RUSF, lundi 14
juillet 20h30-...

mardi 15 juillet :
ECOLE : l'évaluation ... mardi 15 entre 14h30 et 18h30
CRITIQUE DU SPORT 20h30-...

Mercredi 16 juillet :
avec MOUVEMENTS D'EtudiantEs et de LycéenNEs , entre
9h30 et 12h30
sur PRATIQUES DE LUTTES mercredi 16 juillet entre 14h30 et
18h30
sur OGM et/ou AGRICULTURE PAYSANNE, ... mercredi 16
20h30-;;;

Vendredi 18 juillet :
PRÉCARITÉ : entre 14h30 et 18h30
NUCLÉAIRE MILITAIRE, désarmement nucléaire, liens entre
nucléaires militaire et civil ,
20h30 - ...

contacts :
emancipation.17@wanadoo.fr ;
er.emancipation@free.fr ;
site : <http://www.emancipation.fr>

La réforme de la représentativité syndicale

Ce qu'il faut savoir en attendant une analyse fine, juridique et straté-
gique...

La représentativité des organisations syndicales est déterminée d'après
les critères suivants :

- Les effectifs et les cotisations ;**
- La transparence financière ;**
- L'indépendance**
- Le respect des valeurs républicaines ;**
- L'influence caractérisée par l'activité, l'expérience et l'implanta-
tion**
- géographique et professionnelle du syndicat ;**
- Une ancienneté de deux ans ;**
- L'audience établie à partir des résultats aux élections profession-
nelles.**

Ces 7 critères sont cumulatifs et s'apprécient dans un cadre global. En ce
qui concerne la CNT, c'est-à-dire le niveau de l'entreprise... Peuvent se
présenter aux élections professionnelles au premier tour, les organisa-
tions syndicales légalement constituées depuis au moins deux ans et qui
respectent les valeurs républicaines . Les valeurs républicaines impli-
quent le respect de la liberté d'opinion, politique, philosophique ou reli-
gieuse ainsi que le refus de toute discrimination, de tout intégrisme et de
toute intolérance.

L'audience électorale s'établit sur la base d'un seuil d'au moins 10% des
suffrages valablement exprimés au premier tour des élections au comité
d'entreprise ou de la délégation unique du personnel ou, à défaut, des
délégués du personnel, dans les entreprises où elles sont organisées. Le
deuxième tour est toujours en vigueur s'il y a un défaut de candidature
ou si le quorum de 50% n'est pas atteint et reste ouvert aux candidatures
non syndicales et syndicales.

En cas de listes communes à ces élections (CGT/CNT-SUD/CNT...), la
répartition des suffrages valablement exprimés se fait sur la base indi-
quée par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de la liste
ou, à défaut, à part égale entre les organisations concernées. L'activité
s'apprécie au regard de la réalité des actions menées par le syndicat et
témoigne de l'effectivité de la présence syndicale : distribution de tracts,
grève à l'initiative du syndicat... Pourront donc se présenter au premier
tour les cinq confédérations actuellement représentatives, et les syndi-
cats constitués depuis au moins deux ans couvrant le champ profession-
nel et géographique de l'entreprise concernée. La CNT devra faire atten-
tion à ce critère notamment au niveau géographique. Conjointement à
leur dépôt en mairie, les statuts des organisations syndicales sont dépo-
sées à la DDTE. Le cycle électoral se déroulera tous les 4 ans. Le proto-
cole d'accord préélectoral est négocié dans l'entreprise avec les organi-
sations syndicales légalement constituées et remplissant les conditions
pour présenter des candidats.

Les organisations syndicales répondant aux conditions fixées (article 8)
peuvent constituer une section syndicale d'entreprise composée de plu-
sieurs adhérents et ayant les mêmes prérogatives qu'actuellement. On
peut donc considérer qu'avec quatre à cinq salariés syndiqués, dans une
grosse boîte, on peut constituer une section syndicale.

Dans les entreprises de moins de 50 salariés, les organisations syndica-
les peuvent désigner un délégué du personnel pour faire fonction de
représentant de la section syndicale. Les organisations représentatives
dans l'entreprise de 50 salariés et plus peuvent désigner un délégué syn-
dical qui est choisi parmi les candidats ayant recueilli individuellement
au moins 10% des voix aux dernières élections.(l'élu CE/DP cumulera
avec la délégation DS). Tant qu'à la transparence financière, elle ne sem-
ble s'appliquer qu'aux grosses structures syndicales : Confédération,
Fédérations et Unions Régionales, par des comptes certifiés annuels éta-
blis suivant des modalités adaptées aux différents niveaux des organisa-
tions syndicales et conformes aux normes applicables aux organisations
syndicales. La CNT devra éviter le piège de l'achat de ses délégués dans
le cadre du développement des adhésions aux organisations syndicales
dont les articles 12 , 13 et 15 constituent un véritable cheval de Troie
dans la corruption possible de certaines structures syndicales.

En cas de contestation de la représentativité, celle-ci devra être prouvée
devant le Tribunal d'Instance comme aujourd'hui.

Voilà en gros ce qu'il faut savoir et qui sera à confirmer une fois la loi
votée.

HOMO HOMINI LUPUS, REVU ET CORRIGE...

Il se trouve que ce jour d'hui, jeudi 26 juin 2008, en début d'après-midi, j'ai été reçu (en compagnie de quelques autres camarades délégués syndicaux) en tant que délégué du Syndicat National des Cadres dans le Secteur Sanitaire et Social à la Préfecture d'Indre et Loire, par le chef de Cabinet du Préfet. Il s'agissait de faire part à ce dernier du bien-fondé de notre manifestation et de nos revendications pour mettre un terme au plus vite au démantèlement de la Convention Collective 66 qui régissait tout récemment encore les actions et les missions du Secteur Social et Médico-Social envers les déshérités, inadaptés et autres handicapés en marge de ce qui serait la vraie vie des gens dits normaux.

Dans l'échange, à un moment donné, le serviteur de l'Etat en a déduit que nous semblions unanimement d'accord, au sein de notre Intersyndicale, sur le fait qu'avec la dérégulation des conditions de travail, dans le social comme partout, nous étions, aujourd'hui, dans une situation très proche de celle que décrivait le philosophe anglais HOBBS et qui s'exprimait synthétiquement par la formule suivante : l'homme est un loup pour l'homme (si l'on reste dans la langue de MOLIERE.)

C'est alors que j'ai jugé bon de faire mon intéressant en répliquant au serviteur de l'Etat : " Oh ! Monsieur le chef de cabinet, au vu de l'apathie ambiante du plus grand nombre, apathie que l'on peut percevoir dans une sorte de crainte, de peur généralisées, je crois que la formule qui conviendrait le mieux n'est pas celle de HOBBS à l'état brut, mais celle revue et corrigée par Jacques STERNBERG, dans les années 60-70 et qui disait : "*L'homme n'est pas un loup pour l'homme ; mais un troupeau pour quelques loups*". Et tandis que mon interlocuteur voulait bien l'admettre ; m'est revenu à la pensée que j'avais promis aux lecteurs du Lib' à la fin d'un de mes derniers papiers intitulé " De la démocratie " de surface " et de la manipulation des peuples, de leur soumettre, un de ces prochains mois, le beau texte de Han RYNER, extrait de *Les Paraboles Cyniques* (Eugène Figuières, Paris, 1913, réédité par les Editions Athéna, Paris, 1922) et qui est intitulé «Le Troupeau qui bêle». Alors, sans plus attendre, écoutons ce que nous dit Han RYNER de ce plus grand nombre, de ces masses, de cette foule, de... ce troupeau qui bêle :

Le Troupeau qui bêle

Parmi les disciples, beaucoup semblaient muets tant que Psychodore était là. Mais, entre ceux qui parlaient, deux, dès les premiers jours, s'étaient fait remarquer.

Eubule d'Andros était habile à suivre le sens flottant des paraboles. Souvent il continuait la pensée du maître. Quelques uns affirmaient qu'il ressemblait à Psychodore comme un fils ressemble à son père. Pourtant, doux et blond, ce jeune homme avait dans le sourire et dans

l'esprit plus de tendresse que Psychodore n'en eut jamais et moins de malice.

Mais Excycle de Mégare était un être passionné et singulièrement changeant. Il passait, avec une facilité puérile, des larmes au rire sonore. Parfois il exagérait la pensée du maître jusqu'à la rendre repoussante au maître même ; et il avait la manie de disputer sur toutes choses, comme le jeune chien aux dents douloureuses mord tous les objets. Vaniteux et obstiné, il s'efforçait de faire admirer l'ingéniosité et l'indépendance de son esprit. Ses yeux étincelaient quand il croyait, par une question captieuse, embarrasser le vieux philosophe. Mais il détestait les paraboles et toutes les réponses qui sourient et qui ondulent comme la lumière. Il eût voulu qu'on lui opposât des formules précises, de ces affirmations et négations rigides que l'esprit saisit, main irritée, pour les briser ou pour s'y déchirer.

Le lendemain du jour où Lycon était parti, Excycle interrogea en ces termes :

- O Psychodore, la monnaie produit-elle moins de maux que la source empoisonnée dont tu parlais hier ?

Or il reçut cette réponse :

- La monnaie produit plus de maux à elle seule que toutes les sources et tous les torrents qui tombent des montagnes.

- Mais, reprit-il, celui qui l'inventa songea seulement à certains avantages qu'elle réalise. Il voulut être le bienfaiteur des hommes ; il voulut faciliter les échanges que le troc rendait pénibles et incertains. Je suppose donc que tu l'absous comme tu absous la source. Ou plutôt tu l'aimes et tu l'admires.

Psychodore haussa les épaules.

La parole d'Excycle devint âpre :

- Si je comprends bien, ô mon maître, la réponse peu précise dont tu daignes m'honorer, tu commets en ce moment une injustice et, de deux actes semblables, tu condamnes l'un mais tu approuves l'autre.

- L'inventeur de la monnaie, ô mon fils, ne ressemble pas à la source haute. Il fallait, pour aboutir à une telle invention, une pensée singulièrement appliquée aux choses basses. Et il n'a rien donné qui corresponde aux besoins sains de l'homme. Quelle chose a-t-il produite qui puisse satisfaire ta faim, ou te protéger contre le froid, ou te mettre au-dessus de la crainte et du désir ? Il est plutôt l'empoisonneur qui, entre la source et la cité, a interposé la fabrique ; et il salit les eaux, alourdissant de reflets métalliques et fétides ce qui vient vers notre bouche.

Psychodore se tut un instant et ses lèvres, tout à l'heure plissées comme dans la nausée, devenaient lentement un sourire.

- La nature, continua-t-il, a voulu que les fruits, les viandes et les autres choses nécessaires se conservent peu de temps. Cette sage prévoyance avait établi entre les hommes une fraternité et comme une nécessité de bienfaits réciproques. Autrefois, celui qui avait

trop de nourriture en donnait à son voisin, même si le voisin ne possédait rien qui fût objet de troc. La générosité était le seul remède à la souffrance de voir du bien pourrir inutile.

Les yeux du philosophe semblaient regarder un lointain et joyeux horizon. Une tristesse, au contraire, les fermait presque tandis qu'il achevait son discours :

- Aujourd'hui, hélas ! la monnaie permet d'échanger ce qui périrait contre une matière durable, sans usage et sans valeur par elle-même, mais que notre folie accepte comme richesse réelle. Sous une forme aussi dure qu'un cœur de riche, celui qui a trop entasse ce qui manque aux autres ; et il dresse, avec la faim des pauvres, l'édifice de sa puissance et de leur servitude. L'inventeur de la monnaie a perfectionné quelque chose : il a perfectionné la tyrannie et l'esclavage ; il a rendu durable, solide et croissante l'inégalité qui était précaire, légère et incertaine. Il est le père de myriades de meurtres, de myriades de mensonges, de myriades de violences et de myriades de bassesses. A-t-il prévu quelques uns de ses crimes et les a-t-il voulus, brigand qui rit sous un masque ? Je ne crois pas. Il était plutôt celui dont la pensée vile nuit quand elle veut servir, celui qui n'a à donner que son ordure et qui répand sa fiente au hasard, aussi bien sur le pain qu'on vient de cuire que sur le champ qu'on va ensemencher...

- Pourtant, objecta Excycle, les peuples le louent et éternellement le loueront.

- Le noble argument pour un philosophe ! s'écria Eubule.

Mais Psychodore :

- Entendez une parabole :

*
* *

Un homme dit à un troupeau de moutons :

- Aimez-moi. Car j'ai aiguisé avec art le couteau dont on vous égorgera. Acclamez donc votre bienfaiteur.

Or les moutons bêlèrent tous ensemble. Mais je ne devinai point si le bêlement approuvait. Le bêlement des troupeaux et des peuples acclame presque toujours les bouchers et les aiguiseurs de couteaux. Quelquefois cependant son sens reste branlant, équivoque et obscur. Plusieurs affirment que la voix du peuple est la voix des dieux. Peut-être ils ont raison et - jusqu'à ce qu'un prêtre ou un orateur les traduise de façon à plaire aux tyrans - le gronde-ment du tonnerre, le vol des oiseaux, le bêlement des moutons et les cris discords du peuple ne signifient absolument rien. (Op. cit. pp. 17 à 21)

Comme en des termes anciens, ce message nous semble hypermoderne...

Le Père Chat

(avec l'aimable

concours posthume de Han RYNER).

VI

Quelques opinions sur la concentration du capital.

Nous avons vu qu'en dépit de la loi imaginaire de la métaphysique allemande le nombre des exploités augmente. Le nombre des défenseurs de l'ordre actuel, au lieu de se réduire à un "nombre décroissant de potentats du capital", a triplé de 1850 à 1889, par rapport à la population. Telle est la constatation qui résulte de l'examen des chiffres officiels fournis par les "livres bleus".

Mais si nous consultons les ouvrages de spécialistes célèbres, tels que MM. Mulhall et Giffen, qui prennent une période de temps un peu plus longue, nous obtenons des résultats tout aussi frappants. Dans leurs "ouvrages classiques",

ces auteurs donnent des chiffres précisément à partir de l'époque à laquelle Engels et Marx ont commencé à prêcher le fatalisme économique, l'émancipation sociale par la toute-puissance de l'Etat et le légalisme politique dans la vie économique (14).

D'après Mulhall (15) et R. Giffen (16), l'accroissement du nombre de propriétaires, de 1833 à 1882, donne le tableau suivant :

Années Nombre d'héritages Valeur générale
Par chaque propriété

183325.3681.372.175.000 fr.54.000 fr.

188255.3593.508.000.000 fr.62.000 fr.

Accroissement 29.9911.135.825.000
fr.8.000 fr

"Nous voyons, dit R. Giffen (p. 396), que le nombre des capitalistes augmente ; ils forment pourtant une minorité dans la nation. 55.000 propriétés héritées par un représentent de 1 million et demi à 2 millions d'individus qui possèdent une propriété soumise à l'impôt" (celles d'une valeur supérieure à 2.500 francs).

Payaient en impôt sur le revenu :

Année de 3.750 fr à 12.500 fr de 25.000 et au-dessus

184387.946 hab.7923 hab.

1889333.070 hab.21.842 hab.

Accroissement 370 % 228%

A partir de 1840, l'accroissement des classes possédantes, selon M Mulhall

(op. cit., p.24) fut quatre fois plus rapide que celui de la population en

général. On constate qu'en 1840 sont morts 97.675 individus possédant moins de 2.500 francs, tandis qu'en 1877 ce nombre tombait à 92.447 ; cependant la population augmentait dans un rapport supérieur à 26%.

Le nombre des magasins et des boutiques (Mulhall, Dictionary, etc.) augmentait comme

suit :

Années Nombre des boutiques Rentes, en francs

1875295.000357.500.000

1886366.000472.000.000

Accroissement, en 11 ans 71.000115.000.000

Il paraît donc que les grands magasins anglais analogues au Bon Marché et au Louvre n'ont pas décimé ces marchands parasites, ces petits capitalistes sur le sort desquels les orateurs marxistes pleurent si souvent, pauvres victimes dévorées, d'après leur prétendue loi, par les grands magasins (17).

Dans le nombre des établissements capitalistes par excellence, les banques, nous voyons le même accroissement. "Il y avait en Angleterre (1886) 140 banques en société avec un capital de 2 milliards 500 millions de francs et appartenant à 90.000 actionnaires. Nous ne comptons pas les 47 banques des colonies (Mulhall, op. cit., p.66)

De n'importe quel côté que nous envisagions la question, toujours et partout le nombre des exploités augmente. Il faut être plus que naïf pour répéter l'absurdité que, le nombre de possesseurs du capital étant réduit par la loi fataliste à une minorité infime, la bourgeoisie se soumettra gentiment à l'expropriation votée par un parlement. Si en 1848 ils ont ensanglanté Paris en combattant les revendications socialistes du peuple, nous pouvons être certains d'avance de leur conduite future, car depuis leur nombre a triplé, et leur férocité n'a point diminué. La semaine sanglante de 1871 est d'un augure assez peu favorable pour les optimistes et les parlementaires...

VII

Le rôle de l'Etat dans l'économie sociale.

Si la loi de la concentration capitaliste détournait beaucoup de socialistes de la lutte économique et pousse les masses exclusivement vers l'agitation électorale, ce fut un mal, mais un mal partiel. En Allemagne, par exemple, où le parti social-démocrate se vante d'un succès inouï, les conditions de travail sont très inférieures, non seulement à celles de l'Angleterre, où la masse lutte toujours sur le terrain économique, mais à celles de la France (18). Et pourtant le mal reste partiel, car la majorité des travailleurs, instinctivement, s'en tient à la lutte économique par les grèves. Mais si nous assistons de nos jours à un développement néfaste de la toute-puissance de l'Etat qui centralise tout, paralyse les forces productives et la vie intellectuelle, enchaîne la population européenne et dévore les peuples par ses millions de fonctionnaires et ses armées permanentes, et si surtout la masse

populaire se soumet au despotisme de n'importe quelle autorité, la responsabilité en incombe en grande partie à l'école social-métaphysico-autoritaire et démocratique allemande.

Avant que la doctrine social-démocratique ne prît un développement important, tous les esprits indépendants, tant dans la bourgeoisie que dans le peuple, tâchaient d'amoindrir l'influence de l'Etat dans la vie sociale, de réduire le nombre de ses fonctionnaires et d'alléger sa responsabilité financière. Sous l'influence de la révolution dans l'Amérique du Nord et de la fondation des Etats-Unis, les idées d'autonomie et de fédéralisme commencèrent à gagner les sympathies des masses. Les libéraux-politiciens aussi bien que les socialistes avant 1848 étaient tous partisans de la pleine autonomie des groupes productifs. Louis Blanc, lui-même, cet admirateur des Jacobins de la Convention et de leur devise : "République une et indivisible", reconnaît dans son projet d'"organisation du travail", au sujet des "ateliers nationaux", que "le crédit aux pauvres étant organisé, l'Etat n'aurait plus aucun droit de s'immiscer dans la vie autonome des associations." Mais la social-démocratie s'étant mise à prêcher qu'il faut laisser l'Etat tout absorber, tout centraliser, et qu'un beau jour, au lieu des Hohenzollern et de Bismarck, ce seront des Liebknecht, des Engels et des Bebel qui, appuyés sur l'armée du travail (19), nous organiseront un paradis terrestre, toute idée d'autonomie est tournée en ridicule, le fédéralisme fut poursuivi dans l'Internationale, et Liebknecht déclara avec un orgueil bien risible; "Je suis l'adversaire de toute république fédérative (20)."

Nous connaissons déjà suffisamment leur théorie fondamentale en économie. Voyons un peu si leur amour pour l'Etat est mieux justifié que leur fatalisme économique. Dans l'analyse qui suit, je me bornerai exclusivement à la France, avec son Etat centralisé et tout-puissant.

Tout le monde sait que chaque événement de la vie sociale et organique est accompagné d'une dépense de force. Si les dépenses d'une entreprise en surpassent les profits, les hommes l'abandonnent. Il en est de même dans la vie sociale : une institution nuisible finit toujours par être rejetée. Du temps de nos pères, quand la métaphysique allemande avec ses lois et ses hypothèses fantaisistes n'avaient pas encore envahi le socialisme, tout le monde se révoltait contre les dépenses inutiles de l'Etat, contre la charge écrasante de l'impôt. Et que prenait-il alors ?

Le tableau suivant nous l'indique :

Dépenses de l'Etat..... en millions de francs
Accroissement de 1750 à 1889

Années 1750 1810 1850 1889

Allemagne 1752 876033.86722 fois

France 3551.0001.2753.0459 fois

Russie 402759752.22055 fois
Italie 371133001.70048 fois

Ils étaient donc bien niais les gens de la grande Révolution, en se soulevant contre les charges d'Etat ! Le socialisme "scientifique" enseigne aux peuples qu'il faut supporter avec joie des dépenses 22, 48 et 55 fois plus fortes qu'autrefois. Mais moi, anarchiste ignorant, j'approuve la révolte de nos grands-pères et je signale l'état de ruine complète du peuple en Russie, où les charges sont 55 fois plus lourdes qu'autrefois, la misère de l'Italie avec une augmentation de charges analogue, et l'Allemagne où fleurit la social-démocratie et où les ouvriers travaillent jusqu'à 13 et 18 heures pour un salaire de 2 francs.

Mais, dira-t-on, si les dépenses d'Etat sont augmentées, c'est le peuple qui en profite. Vraiment ? Essayons de voir cela de plus près. Le budget de la France en 1892 demandait 3.780.077.692 francs.

De cette somme énorme, on donnait à la bourgeoisie en intérêts sur la Dette publique 1.284.191.374 fr.

A la même bourgeoisie pour administration des finances, perception d'impôts, gouvernement, etc... 1.193.494.440 fr.

A la même bourgeoisie pour fournitures à l'armée, au moins un tiers des dépenses militaires, soit... 285.442.000 fr.

Allocation totale de la bourgeoisie... 2.762.827.814 fr.

Si nous ajoutons les dépenses militaires qui sont destinées à la protection de la même bourgeoisie 570.282.000 fr.

Il reste une somme bien modeste de... 446.967.878

... pour l'instruction, les postes et les travaux

publics, sur lesquels la bourgeoisie gratte bien une bonne part.

Au budget de l'Etat, il faut ajouter 500 millions de budgets municipaux dont un tiers est distribué aussi entre gouvernants et exploités... Nous constatons que l'Etat, si adulé et si prôné par les métaphysiciens allemands, dépouille, chaque année, le peuple français, au profit de la bourgeoisie, de trois milliards et demi ! C'est une jolie somme à distribuer. Elle représente un tiers de tout ce dont la bourgeoisie tout entière spolie le peuple par l'exploitation directe. Car, d'après les calculs de Leroy-Beaulieu, le revenu annuel de toute la France est égal à 25 milliards de francs, lesquels sont partagés à peu près comme suit :

A l'Etat reviennent 4.000.000.000 fr

A la bourgeoisie, en comptant 9 millions de producteurs gagnant, pour les patrons, 2 fr 50 par jour 8.212.000.000 fr.

Consommation nationale, en comptant 0 fr. 50 par jour et par tête 7.300.000.000 fr.

Frais de la production 5.488.000.000 fr. Trois milliards et demi sont donnés par l'Etat, plus de huit milliards arrachés sous la protection du même Etat, soit près de douze milliards que les exploités de France peuvent partager entre eux chaque année.

A présent, lecteurs, comprenez-vous pourquoi le nombre de capitalistes augmente sans que les millionnaires dévorent la petite bourgeoisie ? Avec cette énorme somme, on peut créer en France par an 11.742 fonctionnaires, 23.124 fortunes de 500.000 francs ; ou plutôt, cette somme se répartit dans la bourgeoisie tout entière : elle nous gouverne, fait les lois à son profit, prospère et se multiplie.

D'ordinaire, on déclame beaucoup contre l'exploitation accomplie par les plus petits entrepreneurs privés et en même temps on chante la gloire et les bienfaits de l'Etat, ce Moloch des temps modernes ; on lui sacrifie l'individu, le

bien-être, la liberté et l'honneur de tous. Mais ce fétiche impose ses propres conditions, ses besoins aux masses subjuguées. Et, quelle que soit la forme du gouvernement, il épuise les forces productives et la vie sociale d'une nation. Un des besoins les plus immoraux de l'Etat soit la monarchie despotique, constitutionnelle, ou sous la République est d'augmenter le nombre de ses fonctionnaires, c'est-à-dire d'augmenter le nombre de parasites vivant sur l'ouvrier. La statistique française est bien éloquent à ce sujet.

En 1855, quand les idées du "Manifeste communiste" n'étaient pas répandues dans les masses, tout le monde traitait de bandits et de gaspilleurs les Napoléon, Morny, Persigny et autres héros du coup d'Etat de 1852. Quelles étaient les sommes dépensées pour les fonctionnaires à cette époque ? Elles étaient énormes : 241 millions pour le traitement, et 30 millions pour les pensions. Depuis lors jusqu'en 1870, l'augmentation pour les besoins du parasitisme national fut toujours en accroissement, et les hommes et les partis de progrès ne cessaient de protester.

Mais voici que l'empire est tombé. Le peuple espérait que la République, cette Marianne si chère, le soulagerait de ces charges écrasantes, diminuerait le parasitisme national. En vain il se berçait de pareilles espérances. L'Etat républicain se montra encore plus gaspilleur. Qu'on en juge par ce tableau :

En millions de francs
Années Traitements Pensions
1855 24130 1870 29630
1880 44047
1893 51781

Et le nombre de fonctionnaires a monté jusqu'à 806.000 individus !

(à suivre)

La grogne monte chez les prolos de la presse régionale

En octobre 2007 les correspondants locaux de presse (Clp) du journal Liberté basé à Caen s'étaient mis en grève durant trois semaines. Ils n'avaient pas délivré un seul papier pendant deux éditions. Un coup rude porté à la rédaction. Depuis pas mal de Clp ont quitté le navire Liberté.

Avec le temps, d'autres Clp du grand ouest ont pris la plume de la révolte et un mouvement est en cours d'union. A Lorient et ailleurs en Bretagne ça bouge ainsi que dans le Maine et Loire. Ainsi un collectif des correspondants locaux Ouest France et Maine Libre vu le jour lors du premier semestre 2008 et aussi l'Association Interdépartementale des Correspondants locaux de presse. « Elle est née en mars dernier à l'initiative des petites mains de la presse quotidienne régionale. Elle est le reflet d'une situation de « ras-le-bol » qui touche l'ensemble de la presse quotidienne locale française. Elle dénonce l'exploitation dont nous sommes victimes au quotidien.

Elle est aussi destinée à informer et à défendre les intérêts de l'ensemble des correspondants locaux de presse. Elle compte

des adhérents de différents départements et bénéficie du soutien du Syndicat National des Journalistes CGT, de CGT-Ouest et de Sud Média Culture .

A noter par ailleurs que la CNT soutient également ce mouvement ainsi que différents groupes anarchistes. Il faut les soutenir dans leur combat contre un géant au pied d'argile. Pour mémoire, le journal Ouest France exploite 2500 correspondants sur le Grand Ouest sans compter la quarantaine de journaux du groupe Publihebdos.

Seule la mobilisation et l'action directe pourra faire cracher le géant au bassinet. En outre, des signes divers montrent que les Clp sont voués à disparaître dans les années à venir. Ainsi depuis presque un an, ceux de Ouest France ne rédigent plus les IS (infos services) Un portail a été créé pour les associations. Un manque a gagné pour les prolos de la presse.

Renseignements : sur le Net, taper Association interdépartementales des correspondants locaux de presse.

L'Prolo d'la Nuit.

Chroniques hautement politiques et résolument teigneuses

Virginité

Une question politique du plus haut intérêt se pose actuellement aux Français qui ont conservé un peu de morale : Mme Rachida Dati est-elle vierge ?

Et Mme Boutin ?

Et Mme Alliot Marie ?

Et les autres ? ils sont tout de même mariés avec la République ! Et il serait scandaleux qu'ils ne conservent pas leurs pucelages avant cet acte sacré !

Bordel !

Vieux cochons !

Si ça se trouve il y a des vieux cochons et des vieilles truies qui se font sauter par n'importe qui et qui osent nous faire la morale.

C'est pourquoi nous proposons que, comme pour le procès de Jeanne d'Arc, la virginité des membres du Gouvernement soit vérifiée par des ecclésiastiques de valeur. Nous proposons le Pape lui-même et son ami Bigard, catholique fervent, qui parle toujours de sa bite mais ne s'en sert jamais !

Le gars ! D'où cette chansonnette qui court actuellement dans les milieux artistiques :

Bigard

Il se touche jamais le dard !

Con se le dise dans les sacristies !

Le mot du Président

M. Sarkozy a démenti...Formellement être le chauffeur du car qui a été accidenté à un passage à niveau en Savoie :

" -Mon permis de conduire m'a été retiré par Rachida Dati !...en plus je conduis toujours à

l'aveugle avec mes ray ban ! "

a déclaré le Président, qui a ajouté :

" -C'est sûrement ce salaud de Fillon...il est complètement pété depuis qu'il a été excisé par

Rachida !... "

Comme on le voit l'harmonie ne règne guère dans le sein du gouvernement !

" -Nous souffrons d'un cancer du saint, au gouvernement, c'est à cause de Dati, qui se prend pour Jeanne d'Arc ! elle envoie des métastases à tout le monde !... " a dit Mme Alliot-Marie.

" -A ce stade des explications, le sens de l'action politique gouvernementale devient peu lisible... " a expliqué Bernard Kouchner.

Encore des démentis !

A ce propos, M Delanoé, maire de Paris, a démenti formellement la petite phrase que lui prêtait la presse people, selon laquelle il aurait aimé " se faire enculer par le petit ".

La fragilité anale de M Delanoé suscite en effet de vives inquiétudes auprès de ses proches.

M Xavier Darcos en a profité pour remettre un peu d'ordre :

" -Je rappelle aux Français une leçon de civisme élémentaire : la pédéphobie est interdite par les lois de la République ! "

Animaux préhistoriques

Claude Allègre, un cousin du tueur en série Patrice Alègre, descendrait effectivement d'une famille de mammoth. Des analyses très pointues sur l'ADN de l'ancien ministre ont montré qu'il était un " mammoth un peu dégraissé, sans plus " (sic).

Mais je me demande bien pourquoi je parle de ces survivances. Peut-être pour rappeler que " l'affaire Alègre ", dite aussi des " disparues de Toulouse ", ou encore des soirées sado-maso, n'a toujours pas été élucidée.

Ou plutôt si, le gendarme responsable de l'enquête a été viré et il est poursuivi en "

justice ", aux dernières nouvelles.

L'ancien maire de Toulouse a enfin fini de suer.

Il faut dire que la température a baissé depuis. Le climat change mais pas dans le domaine politique : les saisons, et pas seulement l'été, sont toujours aussi pourries !

Carla Bruni serait un travesti !

La nouvelle a fait sensation. En effet, Carla Bruni serait un homme, mais fort heureusement, son époux serait une femme. Ouf ! la morale est sauvée. La France est bien représentée par un couple !

Ce ne sont pas vraiment des êtres humains mais enfin, ça s'en rapproche.

Notre grand concours !

Vu la densité des forces de l'ordre en France, il était urgent d'organiser enfin un grand jeu, qui permettrait aux chômeurs de retrouver l'espoir de vivre normalement.

Nous organisons donc le jeu de la gendarmette. Il est simple :

Une seule question :

La gendarmette est-elle :

-Une gendarme miniaturisée.

-Une maîtresse ou une épouse de gendarme.

-Une fille de gendarme.

-Un gendarme un peu efféminé.

Les bonnes réponses donneront lieu à une récompense originale : une nuit avec une gendarmette dans une gendarmerie de votre choix !

Nous aurions pu choisir un gendarme vivant avec sa cage et un sac de granulés, mais nous aimons trop les animaux pour nous conduire ainsi.

Rolland Hénault-Guimou de la Tronche

Adresses...

Boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex

<http://www.libertaire.org> courriel: libertaire@wanadoo.fr

Directeur de publication : Jean-Pierre Jacquinet

A vos plumes !

Le Libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lectrices et des lecteurs.

Envoyez vos articles au groupe Jules-Durand, boîte postale 745, 76060 Le Havre cedex.

Sur papier, tapez vos textes à la machine, en double interligne et au recto seulement.

Disquettes et e-mails sont les bienvenus !